

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE SAINT-PHILIPPE

RÈGLEMENT NUMÉRO 2019
Règlement décrétant les taxes et compensations pour l’année 2026

Proposé par :	Madame la conseillère Nancy Pouliot
Résolu :	à l’unanimité
Avis de motion et dépôt du projet :	2 décembre 2025
Adoption du règlement :	9 décembre 2025
Entrée en vigueur :	10 décembre 2025
Effectif à compter du :	1 ^{er} janvier 2026

CONSIDÉRANT QUE la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c.F-2.1) permet de fixer plusieurs taux de taxe foncière générale selon les catégories d’immeubles;

CONSIDÉRANT QUE la *Loi sur la fiscalité municipale* permet d’imposer une tarification pour financer différents biens, services ou activités;

CONSIDÉRANT QU’un avis de motion du présent règlement a dûment été donné lors de la séance extraordinaire du Conseil, tenue le 2 décembre 2025;

CONSIDÉRANT QU’un projet de règlement a également été déposé lors de cette séance;

CONSIDÉRANT QUE l’objet du règlement et sa portée ont été mentionnés;

LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE

1. Il est par le présent règlement imposé et prélevé pour l'année financière 2026, sur tout immeuble imposable porté au rôle d'évaluation foncière, une taxe foncière générale selon le taux fixé pour chacune des catégories d'immeubles suivantes :

1.1 Taux de base	0,5425 \$ par cent dollars d'évaluation
<u>Catégories</u>	<u>Taux</u>
1.1.1 Résiduelle (résidentielle et autres) :	0,5425 \$ par cent dollars d'évaluation
1.1.2 Immeubles de six logements ou plus	0,7116 \$ par cent dollars d'évaluation
1.1.3 Immeubles non résidentiels valeur < 2M \$	1,1696 \$ par cent dollars d'évaluation
Immeubles non résidentiels valeur ≥ 2M \$	1,5591 \$ par cent dollars d'évaluation
1.1.4 Immeubles industriels valeur < 2M \$	1,1696 \$ par cent dollars d'évaluation
Immeubles industriels valeur ≥ 2M \$	1,5591 \$ par cent dollars d'évaluation
1.1.5 Immeubles agricoles	0,5425 \$ par cent dollars d'évaluation
1.1.6 Immeubles forestiers	0,5425 \$ par cent dollars d'évaluation
1.1.7 Terrains vagues desservis	1,6443 \$ par cent dollars d'évaluation

ARTICLE 2 TAXE FONCIÈRE POUR INFRASTRUCTURES

2.1 Afin de pourvoir au paiement de divers travaux d'infrastructures de rue, il est par le présent règlement imposé et prélevé pour l'année financière 2026 une taxe foncière au taux de **0,03 \$** par cent dollars d'évaluation sur tout immeuble imposable de la Ville.

ARTICLE 3 TARIFICATION POUR LA FOURNITURE DE L'EAU

3.1 Il est par le présent règlement imposé et prélevé pour l'année financière 2026, à tout propriétaire, pour chaque unité de logement et pour chaque local commercial ou industriel, vacant ou non, desservi par le réseau d'aqueduc, les tarifs suivants pour la fourniture de l'eau :

- a) pour chaque unité de logement, un montant de **275 \$** par année;
- b) pour chaque local commercial, industriel ou d'autres types, un montant de **347 \$** par année;

3.2 Les commerces constituant un usage complémentaire à l'usage résidentiel à l'intérieur d'un logement ainsi que les commerces situés à même une propriété résidentielle représentant 29,99% (catégorie R1 à R5) ou moins de valeur non résidentielle, ne sont pas tenus au paiement du tarif prévu à la présente section.

3.3 Pour les immeubles visés à l'article 3.1 b), le taux représente la consommation planifiée pour l'usage soit l'équivalent de 350 mètres cubes par local. L'excédent de cette consommation planifiée sera facturé en sus au coût de **0,4557 \$** par mètre cube.

- 3.4 Pour les immeubles visés à l'article 3.1 inscrits au rôle d'évaluation au cours de l'année, le tarif de base indiqué est modifié en fonction du nombre de jours durant lesquels il apparaît au rôle par rapport à l'année complète.
- 3.5 Pour chaque immeuble desservi par le réseau d'aqueduc sur lequel est construite une piscine creusée ou hors terre, un montant de **50 \$** par piscine par année est imposé.

ARTICLE 4

TARIFICATION POUR L'ENLÈVEMENT DES RÉSIDUS DOMESTIQUES, ET MATIÈRES ORGANIQUES

- 4.1 Il est par le présent règlement imposé et prélevé pour l'année financière 2026, à tout **propriétaire d'immeuble résidentiel** situé sur le territoire de la Ville, pour chaque logement, vacant ou non, un tarif de **221 \$** pour l'enlèvement des résidus domestiques et un tarif de **112 \$** pour la cueillette des matières organiques.
- 4.2 Il est par le présent règlement imposé et prélevé pour l'année financière 2026, à tout **propriétaire d'immeuble commercial** situé sur le territoire de la Ville, pour chaque local commercial ou d'autres types, vacant ou non, un tarif de **221 \$** pour l'enlèvement des résidus domestiques et un tarif de **112 \$** pour la cueillette des matières organiques.
- 4.3 Pour **chaque unité d'occupation commerciale ou d'autres types**, un montant de **221 \$** pour l'enlèvement des résidus domestiques et un tarif de **112 \$** pour la cueillette des matières organiques.
- 4.4 Les commerces constituant un usage complémentaire à l'usage résidentiel à l'intérieur d'un logement ainsi que les commerces situés à même une propriété résidentielle représentant 29,99% (catégorie R1 à R5) ou moins de valeur non résidentielle, ne sont pas tenus au paiement du tarif prévu à la présente section.
- 4.5 Tout propriétaire d'un immeuble de six (6) logements ou condominiums et moins, et tout propriétaire d'un local commercial pourra être exonéré des tarifs prévus au présent article sur présentation, au Service des finances et des technologies de l'information de la Ville, d'un contrat ou d'un reçu de paiement qui atteste qu'une cueillette de résidus domestiques vise sa propriété.

ARTICLE 5 TARIF POUR L'ENTRETIEN DU RÉSEAU D'ÉGOUT

- 5.1 Pour l'exercice financier 2026, un tarif de **210 \$** pour défrayer le coût d'entretien du réseau d'égout est imposé et prélevé, à tout propriétaire, **pour chaque unité de logement et pour chaque local commercial ou industriel, vacant ou non**, desservi par le réseau d'égout.
- 5.2 Les commerces constituant un usage complémentaire à l'usage résidentiel à l'intérieur d'un logement ainsi que les commerces situés à même une propriété

résidentielle représentant 29,99% (catégorie R1 à R5) ou moins de valeur non résidentielle, ne sont pas tenus au paiement du tarif prévu à la présente section.

ARTICLE 6 TAXES DIVERSES

- 6.1 Pour l'exercice financier 2026, une taxe spéciale est imposée et prélevée pour les améliorations locales suivant le règlement numéro 369 décrétant des travaux de réfection de la rue Chénier, à un taux suffisant pour rencontrer les échéances de ce règlement en capital et intérêts.

Travaux de réfection de la rue Chénier

- Article 4 : au bassin désigné à raison de la superficie des immeubles - **1,7003 \$ / mètre carré (Bassin A)**
- Article 5 : au bassin désigné à raison de la superficie des immeubles - **1,3012 \$ / mètre carré (Bassin B)**

- 6.2 Pour l'exercice financier 2026, une taxe spéciale est imposée et prélevée pour les travaux suivant le règlement numéro 453 sur chaque immeuble ayant bénéficié du programme d'aide relatif à la mise aux normes des installations septiques décrété par le règlement numéro 452, à un taux suffisant pour rencontrer les échéances de ce règlement en capital et intérêts.

- 6.3 Pour l'exercice financier 2026, une taxe spéciale est imposée et prélevée pour les améliorations locales suivant le règlement numéro 442 décrétant des travaux de modernisation de l'éclairage de rue sur les rues France, de Gaule sud et Rémillard, à un taux suffisant pour rencontrer les échéances de ce règlement en capital et intérêts.

Travaux de réfection des rues France, de Gaule sud et Rémillard

- Article 4 : au bassin par immeuble imposable – **111,87 \$ / immeuble imposable à l'intérieur du bassin de taxation**

- 6.4 En sus des montants déjà prévus à l'article 2 de la *Loi concernant les droits de mutations immobilières* (chap. D-15.1), il est par le présent règlement imposé et prélevé pour l'année financière 2026, pour toute tranche de la base d'imposition qui excède 500 000 \$, un taux de 3%.

En vertu de l'article 20.1 de la *Loi concernant les droits de mutations immobilières* (chap. D-15.1), il est par le présent règlement imposé et prélevé pour l'année financière 2026, un droit supplétif dans tous les cas où survient le transfert d'un immeuble et où il y a exonération du droit de mutation.

Le montant du droit supplétif est de **200 \$**. Celui-ci n'a pas à être payé lorsque le montant de la base d'imposition est inférieur à 5 000 \$. Toutefois, lorsque la base d'imposition du droit de mutation qui aurait autrement été payable est inférieure à 40 000 \$, le montant du droit supplétif est égal à celui du droit de mutation.

- 6.5 En vertu de la Loi sur les compétences municipales, pour l'année financière 2026, toute somme exigible à la suite d'une intervention liée à la vidange de l'installation septique d'un immeuble doit être imposée et perçue par la municipalité à l'égard de chaque immeuble concerné.
- 6.6 Pour l'exercice financier 2026, une facture sera envoyée pour la location de conteneur pour le recyclage pour les 20 logements et plus et pour les commerces. Des frais supplémentaires peuvent être applicables si un nettoyage et désinfection du conteneur est fait ou pour une levée supplémentaire du conteneur.
- 6.7 Pour l'exercice financier 2026, une facture sera envoyée pour le service de collecte par conteneur pour les déchets et matières organiques.

ARTICLE 7 MODALITÉS DE PAIEMENT

- 7.1 Les comptes de taxes et les comptes complémentaires de 300 \$ et plus (incluant les taxes foncières, les taxes d'améliorations locales, les compensations, les taxes de services et les tarifs), sont payables en **quatre** versements égaux.
- le premier, le trentième jour qui suit l'expédition du compte de taxes;
 - le deuxième, le soixantième jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement;
 - le troisième, le soixantième jour qui suit le dernier jour où peut être fait le deuxième versement;
 - le quatrième, le soixantième jour qui suit le dernier jour où peut être fait le troisième versement.
- 7.2 Tout compte de taxes de moins de 300 \$ doit être payé en un versement unique le trentième jour qui suit l'expédition du compte;
- 7.3 En cas de non-paiement d'un versement à échéance, seul le montant du versement échu est alors exigible.

ARTICLE 8 INTÉRÊT ET PÉNALITÉ

- 8.1 Pour l'exercice financier 2026, il est décrété un taux d'intérêt annuel de douze pourcent (**12%**) applicable à toutes les taxes, tarifs et autres créances non payés à échéance.

ARTICLE 9 DISPOSITIONS FINALES

- 9.1 Toute disposition antérieure inconciliable avec le présent règlement est remplacée par le présent règlement.
- 9.2 Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi et a effet à compter du 1^{er} janvier 2026.

(s) Christian Marin

(s) Stéphanie Dulude

Christian Marin, maire

Me Stéphanie Dulude, greffière adjointe

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Saint-Philippe, le 10 décembre 2025
Stéphanie Dulude
Stéphanie Dulude, avocate
Greffière adjointe
Ville de Saint-Philippe